

Der staatspolitische Stellenwert von lebendigen und farbigen Printmedien für die demokratische und freiheitliche Kultur unserer Gesellschaft ist deklamatorisch nach wie vor unbestritten. Um so beängstigender ist deshalb die Äusserung eines offiziellen Gremiums, dass dieses notwendige Informationsinstrument unvermeidlicherweise nur noch eingeschränkt funktionieren kann. Es wird damit quasi akzeptiert, dass die Konzentration (Text, Bild, intermediär), Kommerzialisierung, Internationalisierung und Banalisierung der Presse politisch-öffentlich weitgehend unbeeinflussbar geworden ist.

Wir arbeiten hier an der Regierungs-, Verwaltungs- und Parlamentsreform, d. h. wir revidieren mit Mühe und Not zwei staatliche Gewalten, während sich gleichzeitig ein wichtiger Teil der «vierten Gewalt» unter Ausschluss der Öffentlichkeit selbst revidiert. Und zwar mit grossen Konsequenzen für das Funkzionieren aller anderen Gewalten. Das ist gesamtgesellschaftlich nicht zu verantworten.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 18. Mai 1994

Rapport écrit du Conseil fédéral du 18 mai 1994

Die Kartellkommission hat in ihrem Bericht «Pressekonzentration in der Schweiz» (Veröffentlichungen der Schweizerischen Kartellkommission und des Preisüberwachers, Nr. 4, 1993, Seite 1ff. und 21ff.) tatsächlich Schwächen im Pressebereich festgestellt und kartellrechtliche wie auch strukturelle Massnahmen zur Vorbeugung und Begrenzung der negativen Auswirkungen der Pressekonzentration aufgezeigt. Zurzeit bemüht sich die Kartellkommission darum, mit grösseren Medienunternehmen Verhaltenskodizes auszuhandeln. Mit der Frage, ob in die Bundesverfassung ein Presseartikel aufgenommen werden soll, hat sich die Kartellkommission nicht befasst; diese Frage war auch nicht Gegenstand ihrer Untersuchung.

Der Bundesrat ist sich der grundlegenden Bedeutung einer vielfältigen und unabhängigen Presse für einen demokratischen und pluralistischen Staat bewusst. Deshalb hat er auch den in jüngerer Zeit im Pressewesen stattfindenden Konzentrationsprozess aufmerksam verfolgt. Bereits 1983 schlug der Bundesrat in seiner Stellungnahme zu einer parlamentarischen Initiative über die Verfassungsgrundlagen im Bereich des Presserechts und der Presseförderung einen Verfassungsartikel vor, wonach der Bund Massnahmen hätte treffen können für eine vielfältige und unabhängige Presse und gegen den Missbrauch von Vormachtstellungen (vgl. BBl 1983 III 799ff.). Der Nationalrat trat jedoch nicht auf die Vorlage ein (vgl. AB 1986 N 135).

In seinem Bericht über die Legislaturplanung 1991–1995 hat der Bundesrat festgehalten, dass er die Konzentrationserscheinungen im Pressewesen beobachten und untersuchen wird; gestützt auf die entsprechenden Erkenntnisse werde er nötigenfalls Massnahmen für die Erhaltung der Vielfalt und Unabhängigkeit der Presse und der Information treffen (vgl. BBl 1992 III 119). Eine positive Auswirkung auf das Pressewesen wird insbesondere von der eingeleiteten Revision des Kartellrechts erwartet, mit der eine wirksame Fusionskontrolle geschaffen werden soll. Der Bundesrat ist auch bereit, im Rahmen der nun laufenden Arbeiten an der Totalrevision der Bundesverfassung die Notwendigkeit eines Presseartikels zu prüfen und eine entsprechende Verfassungsbestimmung zur Diskussion zu stellen oder zu beantragen. Eine vorgängige Partialrevision der Bundesverfassung wäre zeitlich nicht opportun.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Le président: M. Zbinden accepte la transformation de sa motion en postulat.

Überwiesen als Postulat – Transmis comme postulat

93.3571

Motion Brunner Christiane

Adoption ausländischer Kinder in der Schweiz

Adoption d'enfants étrangers en Suisse

Wortlaut der Motion vom 7. Dezember 1993

Der Bundesrat wird ersucht, alle erforderlichen Massnahmen zu ergreifen, damit ausländische Kinder, die für eine Adoption in die Schweiz gebracht werden, sofort in jeder Hinsicht wie Schweizer behandelt werden, namentlich in den Bereichen Anwesenheitsrecht (Gewährleistung des Aufenthalts), Adoptionsrecht (Möglichkeit, sofort ein Adoptionsverfahren einzuleiten) und Sozialversicherung.

Texte de la motion du 7 décembre 1993

Le Conseil fédéral est invité à prendre toutes les mesures adéquates afin que les enfants étrangers amenés en Suisse en vue d'une adoption soient immédiatement traités comme des enfants ressortissants suisses sous tous les différents aspects, notamment la garantie du séjour en Suisse, la possibilité d'entreprendre immédiatement des demandes en vue d'une adoption et le traitement identique aux autochtones en matière d'assurances sociales.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Bär, Baumann Ruedi, Béguelin, Bodenmann, Bühlmann, Bundi, Carobbio, Darbellay, de Dardel, Deiss, Dormann, Epiney, Fankhauser, von Felten, Gardiol, Gobet, Goll, Gross Andreas, Haering Binder, Hafner Ursula, Hämmerle, Jeanprêtre, Jöri, Ledergerber, Leemann, Matthey, Rebeaud, Robert, Ruffy, Steiger Hans, Strahm Rudolf, Theubet, Tschäppät Alexander, Vollmer, Zbinden, Ziegler Jean, Zwahlen (37)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Une éventuelle ratification par la Suisse de la future Convention de La Haye relative à l'adoption transnationale pourrait fournir à la Suisse l'occasion de revoir certains aspects du droit suisse de l'adoption. Toutefois, ces procédures internationales, ainsi que les procédures de ratification, sont particulièrement lentes. C'est pourquoi il nous paraît nécessaire d'entreprendre immédiatement les premières démarches qui s'imposent et qui ne dépendent que de notre volonté politique à les réaliser en Suisse.

Tant en ce qui concerne la couverture par les assurances sociales que la fragilité du statut de certains enfants lorsqu'ils atteignent l'adolescence ou l'âge adulte, nous connaissons en Suisse de nombreux cas dramatiques qui se heurtent aux barrières administratives et légales. Il est donc urgent de tout entreprendre, particulièrement dans le cadre de l'Année de la famille, pour que ces enfants puissent être accueillis dans notre pays de la manière la plus simple et la plus juste qui soit.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 16. Februar 1994

Rapport écrit du Conseil fédéral du 16 février 1994

Le Conseil fédéral estime que la plupart des objectifs auxquels tend la motion Brunner Christiane peuvent être atteints par la mise en oeuvre des mécanismes procéduraux prévus par la Convention de la Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale. Cette convention constitue le seul instrument juridique qui soit à même d'assurer une protection optimale de l'enfant en matière d'adoption internationale. C'est pourquoi le Conseil fédéral a chargé l'Office fédéral de la justice d'entreprendre une étude approfondie des modifications du droit suisse que né-

cessiterait la ratification de la convention par la Suisse. Ce rapport sera bientôt prêt.

*Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Déclaration écrite du Conseil fédéral*

Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

Brunner Christiane (S, GE): L'enfant étranger entré en Suisse en vue d'adoption ne dispose pendant les deux premières années de son séjour dans notre pays que d'un statut absolument précaire. Jusqu'au moment de son adoption après deux ans, ou encore plus longtemps si jamais l'adoption n'aboutit pas, ces enfants sont privés du droit de séjourner de manière permanente en Suisse. Ils n'ont pas droit à toutes les prestations de sécurité sociale dans notre pays, et leur sécurité matérielle n'est absolument pas assurée si le premier accueil dans une famille nourricière pose un problème.

Ainsi par exemple, un enfant qui n'est pas encore adopté n'a pas droit aux prestations de l'assurance-invalidité, alors qu'il pourrait en avoir cruellement besoin en cas d'infirmité congénitale qui nécessite une intervention médicale immédiate ou une prise en charge coûteuse.

Les problèmes sont de deux ordres. D'une part, pendant les deux premières années du séjour de ces enfants en Suisse en vue d'adoption, les parents d'accueil sont confrontés à de nombreux problèmes, d'ordre administratif et parfois financier, liés à cette situation d'incertitude qui caractérise le délai d'attente de deux ans en vue de l'adoption. D'autre part, si un problème surgit pendant que l'enfant est recueilli et s'il n'est finalement pas adopté, cet enfant a perdu le soutien de sa communauté et ses liens juridiques avec le pays d'origine, mais il n'a obtenu aucun statut de remplacement dans notre propre pays. Il se retrouve dès lors doublement orphelin: orphelin juridique et orphelin de fait.

A partir du moment où il est accepté dans notre réglementation nationale que ces enfants puissent entrer dans notre pays, il faut aussi leur concéder un statut juridique clair, conforme à celui des enfants nés dans notre pays. Cette mesure paraît d'autant plus nécessaire après le vote catastrophique de l'année dernière refusant la naturalisation facilitée aux jeunes étrangers et étrangères.

Ma motion ne concerne pas une catégorie totalement marginale de la population enfantine, puisque les statistiques démontrent que le nombre d'enfants étrangers placés en vue d'adoption a augmenté de façon constante ces dernières années, de 759 enfants en 1990 à plus de 2000 enfants en 1993. Pour 1993, on évalue à environ 2500 le nombre d'enfants non encore adoptés, donc concernés par cette situation de vide juridique.

La position du Conseil fédéral ne répond pas à mon attente ni à celle des familles concernées. Il est vrai que la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale constitue un instrument adéquat pour résoudre les problèmes que nous soulevons. Toutefois, la ratification de cette convention suppose un aménagement de notre droit interne, et nous souhaiterions que le Conseil fédéral entreprenne une partie de cet aménagement immédiatement, sans attendre d'avoir fait le tour de tous les problèmes soulevés par cette ratification. Nous nous devons d'améliorer rapidement le statut de l'enfant étranger non encore adopté pour permettre son intégration immédiate dans la communauté suisse.

La période probatoire en vue de l'adoption devrait être considérablement réduite, et le nombre de problèmes ne serait sûrement pas plus grand. Lorsqu'un échec se produit pendant la période probatoire ou postérieurement, il n'a que très rarement pour origine un événement survenu pendant le lien nourricier.

Dans les milieux concernés par l'adoption internationale, comme la Conférence de La Haye, on insiste sur la nécessité d'améliorer et d'assurer en priorité la qualité de la préparation du placement de l'enfant dans sa famille adoptive. Une certaine période d'observation permet de prendre conscience de difficultés relationnelles. Un tel avantage doit cependant être

comparé aux inconvénients sérieux qui peuvent en résulter pour l'enfant, dans l'hypothèse où la période probatoire débouche sur un échec du projet d'adoption.

En cas de difficulté d'assimilation survenant durant la période probatoire, il y a lieu d'y faire face dans l'Etat d'accueil. Il convient de se préoccuper des situations choquantes dans lesquelles les parents, au terme de la période probatoire, renoncent tout simplement à requérir une adoption, laissant l'enfant dans un statut juridique boiteux, particulièrement insoutenable, s'agissant d'un enfant venant de l'étranger, et souvent d'un pays lointain.

Ma motion invite le Conseil fédéral à prendre toutes les mesures adéquates, afin que ces enfants étrangers amenés en Suisse en vue d'une adoption soient traités comme des enfants ressortissants suisses, sous tous les différents aspects. Je demande au Conseil fédéral que ces mesures soient prises indépendamment de la ratification de la Convention de La Haye.

Je vous invite à transmettre ma motion.

Koller Arnold, Bundesrat: Die Motionärin ersuchte den Bundesrat am 7. Dezember 1993, alle erforderlichen Massnahmen zu ergreifen, damit ausländische Kinder, die für eine Adoption in die Schweiz gebracht werden, sofort in jeder Hinsicht wie Schweizer behandelt werden, namentlich bezüglich Aufenthaltsrecht, Adoptionsverfahren und Sozialversicherung. Der Bundesrat ist der Auffassung, dass die Anliegen der Motionärin mit der Ratifizierung des Haager Übereinkommens vom 29. Mai 1993 über den Schutz von Kindern und die Zusammenarbeit auf dem Gebiete der internationalen Adoption durch die Schweiz weitestgehend erreicht werden können.

Dieses Haager Übereinkommen wird übrigens, nachdem die nötigen Ratifikationen vorliegen, am 1. Mai 1995 international in Kraft treten. Wir haben dieses Übereinkommen unterzeichnet, und das Bundesamt für Justiz ist zurzeit daran, die entsprechende Ratifikationsvorlage vorzubereiten.

Soweit unter der heute massgebenden Rechtslage gewisse Unzulänglichkeiten bestehen mögen, darf ich immerhin feststellen, dass es unseren Behörden offenbar gelungen ist, unsere Gesetze so anzuwenden, dass Härtefälle möglichst vermieden und das Wohl der betroffenen Kinder gewahrt werden konnten. Ich möchte das bezüglich der einzelnen Punkte kurz näher ausführen.

Nehmen wir z. B. das Aufenthaltsrecht: Die bestehenden Instrumente erlauben es den eidgenössischen und kantonalen Fremdenpolizeibehörden, den ausländischen Pflegekindern, welche im Hinblick auf eine Adoption einreisen, ein permanentes Aufenthaltsrecht zu gewähren. Ich verweise auf Artikel 8b der Verordnung über die Aufnahme von Pflegekindern, in Verbindung mit Artikel 13 Litera f. Von diesen Möglichkeiten machen unsere Behörden in der Praxis Gebrauch, weil sie sich im klaren sind über die spezielle Situation dieser Kinder und weil sie auch wissen, welche gravierenden Folgen eine Rückkehr dieser Kinder in die ursprüngliche Heimat für deren Zukunft haben kann. Ausserdem sind die Fälle, in denen die Probezeit negativ verläuft und es zu keiner Adoption kommt, zum Glück sehr selten. Bis heute sind denn auch keine Fälle von traumatischen Ausschaffungen von ausländischen Pflegekindern bekannt geworden.

Die vom Bundesrat beabsichtigte Ratifizierung des genannten Haager Adoptionsübereinkommens wird es ausserdem mit sich bringen, dass die in den anderen Vertragsstaaten ausgesprochenen Volladoptionen in der Schweiz automatisch anerkannt werden. Dieser Anerkennungsanspruch wird für das von einem Schweizer Bürger im ausländischen Vertragsgebiet adoptierte Kind zur Folge haben, dass es durch den Adoptionsentscheid bereits in seinem Heimatstaat das Schweizer Bürgerrecht erwerben wird.

Zum Sozialversicherungs- und Krankenversicherungsrecht: Ähnliches gilt für den Sozialversicherungs- und Krankenversicherungsschutz. Auch hier wird der erwähnte Anerkennungsanspruch des neuen Adoptionsübereinkommens dazu führen, dass die im Vertragsgebiet adoptierten Kinder als Schweizer Bürger in unser Land kommen und somit grundsätzlich denselben sozialversicherungsrechtlichen Schutz geniessen wer-

den wie die übrigen Bürger. Dort, wo das Pflegekind im Ausland noch nicht adoptiert werden konnte, oder dort, wo keine völkerrechtliche Pflicht zur Anerkennung der ausländischen Adoption besteht, weil das Kind nicht aus einem Vertragsstaat des neuen Übereinkommens stammt, wird der sozialversicherungsrechtliche Schutz auch weiterhin erst mit der rechtskräftigen Adoption in der Schweiz voll zum Tragen kommen, da natürlich das Familienrecht auch hier eine Ordnung darstellt, welche im Sozialversicherungsrecht zu respektieren ist. Soweit die Motion Brunner Christiane diese Situation anspricht, kann ich daher heute, nach Annahme der Krankenversicherungsvorlage durch den Souverän, darauf verweisen, dass auf den 1. Januar 1996 das neue KVG in Kraft treten kann. Danach ist jede Person mit Wohnsitz in der Schweiz, unabhängig von ihrer Nationalität, obligatorisch in die Grundversicherung aufzunehmen; das wird auch für Adoptionskandidaten gelten, so dass diese Problematik ab 1. Januar 1996 wegfallen wird.

Aus all diesen Gründen ist der Bundesrat der Meinung, dass wir mit der in Aussicht genommenen Ratifikation dieses Haager Adoptionsübereinkommens das Mögliche tun. Deshalb empfehlen wir Ihnen die Umwandlung Ihrer Motion in ein Postulat.

Abstimmung – Vote

Für Überweisung der Motion
Dagegen

47 Stimmen
31 Stimmen

93.3666

Motion Eymann Christoph Haager Adoptionsübereinkommen. Ratifikation Convention de La Haye sur l'adoption. Ratification

Wortlaut der Motion vom 17. Dezember 1993

Der Bundesrat wird ersucht, dem Parlament Bericht und Antrag für eine Ratifizierung des Haager Übereinkommens über die internationale Zusammenarbeit und den Schutz von Kindern auf dem Gebiet der grenzüberschreitenden Adoption sowie die dafür notwendigen Anpassungen des schweizerischen Rechts vorzulegen.

Texte de la motion du 17 décembre 1993

Le Conseil fédéral est chargé de soumettre au Parlement un rapport assorti d'une proposition relatif à la ratification de la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, considération faite des adaptations nécessaires du droit suisse.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Baumberger, Eggly, Fridrici Charles, Graber, Gros Jean-Michel, Gysin, Jaeger, Kühne, Leu Josef, Maeder, Mauch Rolf, Meier Samuel, Philipona, Poncet, Rychen, Scheurer Rémy, Suter, Wanner, Weder Hansjürg, Wick (20)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Die Chancen von Kindern und Jugendlichen in der Dritten Welt, unversehrt aufwachsen zu können, verschlechtern sich zusehends. Rund eine Million Heranwachsende leben heimatlos in Grossstädten. Jedes Jahr sterben Tausende. In der Schweiz gibt es – wie auch in anderen westeuropäischen Staaten – sehr viele Ehepaare, die keine Kinder haben können und bereit sind, Kinder aus Drittweltländern zu adoptieren. Heute beinhalten jedoch sowohl das diesbezügliche Adoptionsverfahren wie auch die Zusammenarbeit mit den beteiligten Herkunftsstaaten zahlreiche Probleme, durch welche

Adoptionen von Kindern aus Drittweltländern beträchtlich erschwert werden.

Eine Verbesserung des internationalen Adoptionsverfahrens ist deshalb nötig und dringend anzustreben.

Die Schweiz hat im Rahmen der Haager Konferenz für internationales Privatrecht bei der Verabschiedung eines Haager Übereinkommens über die internationale Zusammenarbeit und den Schutz von Kindern auf dem Gebiet der grenzüberschreitenden Adoption mitgewirkt.

Das Übereinkommen bezweckt vor allem die Einrichtung einer engen Zusammenarbeit zwischen den Behörden der Vertragsstaaten im Interesse des Kindeswohls und in Berücksichtigung der dem Kind gemäss internationalem Recht zustehenden Grundrechte.

Praktisch alle Haager Mitgliedstaaten und zahlreiche Nichtmitgliedstaaten der Dritten Welt waren in Den Haag vertreten; verschiedene Länder, insbesondere Brasilien, Kolumbien, Mexiko und Uruguay, haben das Übereinkommen bereits unterzeichnet.

Ohne Zweifel wird die Ratifizierung dieses Adoptionsübereinkommens eine erwünschte und notwendige Neuorientierung im Bereich der internationalen Adoptionen bedeuten.

Mit Blick auf die gewünschte Vereinfachung des Verfahrens – unter Berücksichtigung des Kindeswohls – und eine bessere und einfachere Zusammenarbeit mit den beteiligten Herkunftsländern ist deshalb eine rasche Ratifizierung des Übereinkommens durch die Schweiz in die Wege zu leiten.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 16. Februar 1994

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 16 février 1994

Der Bundesrat ist der Auffassung, dass das interne schweizerische Recht dem Schutz von Kindern im Hinblick auf eine Adoption genügend Rechnung trägt. Indessen ist er sich der Mangelhaftigkeit des heutigen Adoptionsverfahrens im internationalen Bereich und der dadurch hervorgerufenen Probleme bewusst, die auf der fehlenden Kontrolle in den Herkunftsstaaten und der lückenhaften Zusammenarbeit zwischen den Behörden der betroffenen Staaten beruhen. Er erachtet es daher als wünschbar, dass die Schweiz das Haager Übereinkommen vom 29. Mai 1993 über den Schutz von Kindern und die Zusammenarbeit auf dem Gebiet der internationalen Adoptionen unterzeichnet und ratifiziert. Im Hinblick darauf hat er das Bundesamt für Justiz bereits beauftragt, einen Bericht über die mit der Ratifizierung verbundenen Anpassungen des schweizerischen Rechts auszuarbeiten.

Bevor die Schweiz sich bindet, ist eine vertiefte Untersuchung der Auswirkungen dieses Staatsvertrages auf unser Recht sowie auf die in Adoptionssachen zuständigen Behörden und Organe erforderlich.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Eymann Christoph (L, BS): Der Bundesrat erachtet das interne schweizerische Recht aus der Optik des Kindesschutzes für gut ausgebaut. Er gibt aber zu, dass diese Bewertung in internationalen Verhältnissen wegen der fehlenden Kontrolle in den Herkunftsstaaten der Kinder und der lückenhaften Zusammenarbeit der Behörden nicht im selben Ausmass aufrechterhalten werden kann. Da in der Schweiz, abgesehen von der Stiefkindadoption, der weitaus überwiegende Teil der Adoptivkinder aus dem Ausland stammt, muss daher unser jetziges Adoptionsverfahren allgemein als ungenügend betrachtet werden. Die Erfahrungen mit internationalen Adoptionen haben deutlich gezeigt, dass eine Legiferierung auf seiten des Empfangsstaates allein keine ausreichenden Garantien zum Schutze des Kindes bieten kann.

Sofern keine Gewähr dafür besteht, dass die genauen Abklärungen im Herkunftsstaat, ob das Kind tatsächlich adoptiert werden kann und ob die biologischen Eltern ihr Einverständnis zu einer Adoption gegeben haben, korrekt vorgenommen

Motion Brunner Christiane Adoption ausländischer Kinder in der Schweiz

Motion Brunner Christiane Adoption d'enfants étrangers en Suisse

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1995
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Januarsession
Session	Session de janvier
Sessione	Sessione di gennaio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.3571
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	01.02.1995 - 15:00
Date	
Data	
Seite	270-272
Page	
Pagina	
Ref. No	20 025 286

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.